



## Décision individuelle N° 2021-281

**Pétitionnaire :** S.A. ELECTRICITE DE FRANCE

**Adresse :** 21 avenue Simone Veil 06200 NICE

**Nature de la demande :** atteinte, prélèvement, détention, transport de végétaux et de minéraux et export en-dehors du cœur du parc national

**Intitulé du projet :** Réalisation de sondages géotechniques équipés de piézomètres

**Localisation :** barrage du Lac de la Fous, parcelles n°513 et 517 section H commune de Belvédère.

**La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée le 1<sup>er</sup> juillet 2021 par Madame VU-HONG Lucie, déléguée territoriale au sein d'EDF,

**Considérant** que la demande porte sur la réalisation de sondages de reconnaissance géotechnique afin de caractériser la nature et l'état des fondations de l'ouvrage dans le cadre d'une étude de stabilité et risques,

**Considérant** que ces sondages vont prendre la forme de carottages au travers du corps du barrage jusque dans la fondation et de prélèvements d'échantillons afin de réaliser des essais en laboratoire, que ces forages vont être équipés de piézomètres, faire l'objet d'essais d'eau et permettre la réalisation d'imageries de paroi géoréférencées, toutes ces interventions ayant lieu dans les galeries de visites à l'intérieur de l'ouvrage, sans modification des caractéristiques extérieures de l'ouvrage ni des modalités de son fonctionnement,

**Considérant** que les forages et les essais vont générer des rejets d'eau chargées en matériaux (fragments de béton, minéraux) et que ces derniers seront pompés puis décantés dans une installation amovible adaptée avant de rejoindre l'écoulement naturel à l'aval de l'ouvrage,

**Considérant** que la demande comporte une zone de stockage de matériels en extérieur à proximité de l'ouvrage pour une durée estimée entre 4 et 5 semaines,

**Considérant** la présence, à proximité immédiate de l'ouvrage et de la zone de stockage envisagée, d'espèces d'intérêt patrimonial – Potentille ligneuse, Saxifrage à nombreuses fleurs, Génépi blanc, Androsace de Vandelli, Primevère marginée,

**Considérant** la nécessité d'encadrer l'activité a minima pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisée à prélever, détenir, transporter et emporter en dehors du cœur de parc national, des échantillons de roches dans le cadre d'une reconnaissance géotechnique des fondations du barrage du Lac de la Fous, situé sur la commune de Belvédère dans le cœur du parc national.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE est autorisé à procéder aux installations temporaires et emprises nécessaires à cette opération, sur les milieux naturels situés à l'extérieur de l'ouvrage.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions aux prélèvements*

2.1. Les prélèvements autorisés concernent exclusivement la ou les roches situées sous les fondations de l'ouvrage.

- *Prescriptions relatives aux installations et emprises*

2.2. La zone de stockage des matériels nécessaires à l'opération de reconnaissance géotechnique sera installée en rive droite de l'ouvrage, à l'emplacement figuré en annexe.

Tout éventuel changement d'emplacement devra faire l'objet d'une validation préalable par le service territorial concerné, de sorte à éviter toute destruction d'espèce patrimoniale.

Contacts :

chef de service : LACOSTE Romain ([romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr](mailto:romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr) ; 06 16 27 64 33)

adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr) ; 06 46 45 64 82)

2.3. L'ensemble des matériels sera entreposé de telle sorte qu'aucun rejet de fluide éventuellement polluant ne porte atteinte aux sols et que ces matériels ne puissent pas être dispersés ou endommagés par la faune sauvage ou les usagers du site.

2.5. Les forages et les dispositifs de décantation ne devront générer aucun rejet d'eaux chargées dans le milieu aquatique.

2.6. Tous les matériels et les installations temporaires seront retirées du cœur du parc national en fin d'opération.

Le cas échéant, toutes les emprises extérieures à l'ouvrage seront débarrassées des éventuels débris, résidus (y compris résidus de décantation) et déchets. Ces derniers seront évacués en dehors du cœur du parc national vers une installation de traitement autorisée.

### Article 3 : Durée - localisation

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du 31 août 2021 au 1er octobre 2021 inclus.

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

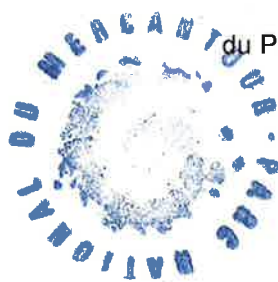
## **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 12 août 2021



La Directrice  
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copies :

- service territorial « Vésubie »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

## ANNEXE – DÉCISION N°2021-281

### LOCALISATION DE LA ZONE DE STOCKAGE

### OPÉRATION DE RECONNAISSANCE GÉOTECHNIQUE DES FONDATIONS DU BARRAGE DU LAC DE LA FOUS

